

Des citoyens de Scarborough ont lancé un projet original pour sensibiliser les entreprises aux services de garde d'enfants. Avec l'aide d'une subvention fédérale, le Human Services Organization de Scarborough organise une série de conférences pour aider les entreprises locales à mettre sur pied des garderies sur les lieux de travail, à prix raisonnables.

J'applaudis aux efforts déployés par cet organisme et encourage le gouvernement à financer d'autres projets semblables, puisque les enfants représentent un investissement dans l'avenir.

\* \* \*

## LES CHEMINS DE FER NATIONAUX

### LES LICENCIEMENTS ANNONCÉS

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, l'été dernier, pendant la campagne électorale, je parle de l'été de 1984, nous avons entendu le premier ministre (M. Mulroney) faire un certain nombre de promesses et notamment admettre que la région de l'Atlantique devrait se doter d'un meilleur système de transport pour renforcer son infrastructure économique tout en assurant des emplois dans ce secteur.

Pourtant, le gouvernement actuel a permis au CN de faire exactement le contraire, monsieur le Président. Cette société a annoncé dernièrement qu'elle avait l'intention de licencier définitivement 1,300 travailleurs partout au Canada, de bloquer l'embauche et de réduire les cadres et le nombre d'employés non syndiqués. Cette décision survient après que le CN eut déjà déduit son effectif de 1,300 personnes depuis janvier dernier.

Quelles régions vont faire les frais de cette décision? Celle de l'Atlantique, à savoir Moncton qui perdra 185 emplois dans les ateliers et Montréal, 262. Où sont donc passées les promesses du premier ministre? Et celles du gouvernement qui s'était engagé à protéger les emplois dans le domaine des transports? Le gouvernement ne croyait pas vraiment dans de telles promesses et les Canadiens vont lui dessiller les yeux lors des prochaines élections.

\* \* \*

## LA SÉCURITÉ SOCIALE

### LES ALLOCATIONS FAMILIALES—ON RÉCLAME LA PLEINE INDEXATION

**Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est):** Vendredi dernier, le Ottawa Council for Low-Income Support Services a organisé une manifestation sur la Colline parlementaire, au nom de toutes les mères canadiennes, contre la désindexation des allocations familiales. Pour les mères de famille, le vingt du mois, c'est le jour des allocations familiales. C'est le jour où le chèque arrive, c'est-à-dire le modeste montant adressé aux mères, l'argent pour les espadrilles, pour la coupe de cheveux ou les jeans neufs. Pour certaines, c'est l'argent qui permettra d'acheter de la nourriture pour quelques jours encore ou qui empêchera qu'on coupe le téléphone. Le montant de \$31.27 n'a rien de princier. Avec un peu de chance, il permettra d'acheter quelques boîtes de macaroni précuisiné Kraft.

## Article 22 du Règlement

Les mères et les enfants constituent une ressource pour notre pays. Si nous voulons un avenir solide, il nous faut des enfants en bonne santé. Et pour être en bonne santé, les femmes et leurs enfants ont besoin d'une bonne alimentation et de vêtements chauds. Ce n'est pas beaucoup demander dans un pays aussi riche que le nôtre.

Je suis fatiguée d'entendre dire que nous n'avons pas vraiment besoin des allocations familiales et que chaque fois que l'on veut faire des économies ce sont nos allocations qu'on cherche à réduire. Je suis fatiguée d'avoir à prouver qu'il vaut la peine de dépenser de l'argent pour les mères et les enfants. Je suis fatiguée d'entendre dire comme nous avons la vie belle.

Est-ce avoir de la chance que de pouvoir recourir à la soupe populaire ou aux fonds pour acheter des vêtements d'hiver? Des millions de femmes et d'enfants qui vivent dans la pauvreté au Canada n'ont pas la vie belle. Ce sont eux qui ne verront pas la montant de leurs allocations familiales augmenter au rythme de l'augmentation du coût de la vie si le gouvernement actuel réussit à faire adopter son projet de loi.

C'est pourquoi nous réclamons que le gouvernement augmente les allocations familiales ou qu'il fasse diminuer le coût de la vie. Qu'il ne touche surtout pas aux allocations familiales.

**M. le Président:** Je fais remarquer à la députée que son temps de parole est écoulé.

\* \* \*

## L'ÉCONOMIE

### LA DIMINUTION DES TAUX D'INTÉRÊT—L'ACCROISSEMENT DE L'EMPLOI

**M. Alan Redway (York-Est):** Monsieur le Président, comme vous le savez très bien, les grandes questions débattues au cours de la campagne électorale ont été l'économie et les emplois. Les Canadiens sortaient de trois années de taux d'intérêt élevés, de faillites, d'inflation et de chômage. Comme il y a un an ce mois-ci que le gouvernement est au pouvoir, le moment est bien choisi de revoir comment s'est comportée l'économie au cours de cette première année du gouvernement progressiste conservateur.

Pour commencer, le loyer de l'argent est moins élevé. Le taux d'escompte de la Banque du Canada, le taux préférentiel des banques et les taux hypothécaires ont tous diminué d'environ 3 p. 100. Les frais d'emprunt sont actuellement à leur plus bas niveau depuis sept ans.

● (1410)

Le taux de faillite accuse aussi une baisse. Les faillites commerciales, personnelles et agricoles ont diminué de 12 p. 100. L'inflation se maintient et depuis un an, nous bénéficions de la plus grande stabilité des prix depuis 1971.

Le plus important de tout, l'emploi s'est amélioré; presque 300,000 emplois ont été créés depuis les dernières élections.

Ces faits parlent d'eux-mêmes. Ils ne font peut-être pas les manchettes, mais ils n'en sont pas moins la réalité. Ils prouvent que le gouvernement a instauré un climat qui a remis notre économie et notre pays sur la voie de la croissance.